



SECRETARIAT

AS/Jur (2018) CB 07

15 octobre 2018

## Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

### Carnet de bord de la réunion tenue à Strasbourg du 8 au 11 octobre 2018

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Strasbourg du 8 au 11 octobre 2018 :

- **Le lundi 8 octobre 2018 à 14h00**, sous la présidence de Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande, SOC), en ce qui concerne,
  - **Les parlements nationaux, garants des droits de l'homme en Europe** : a pris note de la récente publication de l'Assemblée parlementaire sur « [Les parlements nationaux, garants des droits de l'homme en Europe](#) » ;
  - **Auditions et échanges de vue durant la semaine** : a décidé d'ouvrir au public ce qui suit : l'audition sur « *L'assassinat de Mme Daphne Caruana Galizia et l'État de droit, à Malte et ailleurs: veiller à ce que toute la lumière soit faite* » (cette audition devant être également diffusée sur [le Web](#)) ; l'audition sur « *La mise en oeuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – 10<sup>ème</sup> rapport* », l'audition sur « *Assurer un meilleur suivi des recommandations du CPT: renforcer le rôle de l'Assemblée parlementaire et des parlements nationaux* », l'échange de vues sur « *L'abolition de la peine de mort: 16ème Journée mondiale contre la peine de mort* » et le débat thématique sur l'intelligence artificielle ;
  - **Restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe** (Rapporteuse : Mme Olena Sotnyk, Ukraine, ADLE) : a accepté la proposition de la rapporteure de saisir la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) pour un avis sur la compatibilité avec les normes internationales des droits de l'homme de la loi hongroise du 20 juillet 2018 modifiant certaines lois fiscales et autres lois liées, et sur la taxe d'immigration ;
  - **L'assassinat de Mme Daphne Caruana Galizia et l'État de droit, à Malte et ailleurs: veiller à ce que toute la lumière soit faite** (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a tenu une audition avec la participation de M. Jonathan Price, Avocat, Doughty Street Chambers, Londres, Royaume-Uni, de M. Tony Murphy, associé, Bhatt Murphy Avocats, Londres, Royaume-Uni et de M. Jules Giraudat, Coordinateur international, *Daphne Project*, France ; a accepté la proposition du rapporteur de tenir une deuxième audition lors d'une future réunion avec des représentants des autorités maltaises et des membres de la famille Caruana Galizia, sous réserve de la disponibilité des fonds, et a accepté la proposition du rapporteur de demander à la Commission de Venise un avis sur les dispositions constitutionnelles maltaises, la séparation des pouvoirs et l'indépendance des organes judiciaires et répressifs ;

- **Le mardi 9 octobre 2018 à 08h30**, en ce qui concerne :
  - **La mise en oeuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – 10<sup>ème</sup> rapport** (Rapporteur: M. Evangelos Venizelos, Grèce, SOC) : a tenu une audition avec la participation de M. Martin Kuijter, membre remplaçant à la Commission de Venise (Pays-Bas), Conseiller juridique principal, Ministère de la sécurité et de la justice, Professeur, VU Université d'Amsterdam, Pays-Bas et de M. George Stafford, Co-Directeur, *European Implementation Network*, Strasbourg, France ; a accepté la proposition du rapporteur de tenir un échange de vues avec les chefs des délégations nationales de la Fédération de Russie, de Turquie, d'Ukraine, de Roumanie, d'Italie, de Grèce, de la République de Moldova, de Bulgarie, de Hongrie et d'Azerbaïdjan en 2019, sous réserve de la disponibilité des fonds ;
  - **Propositions de résolution à être présentées au nom de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme** : a décidé de déposer deux propositions de résolution au nom de la commission, une sur la « Lutte contre la corruption. Principes généraux de la responsabilité politique », une autre sur « Nécessité de renforcer d'urgence les cellules de renseignement financier – des outils plus efficaces requis pour améliorer la confiscation des avoirs illicites » ;
  - **Nomination de rapporteurs**

**Déclaration d'intérêts** – a noté que ceux/celles qui n'avaient pas soumis leur déclaration pour 2018 au 30 septembre 2018 ne seraient pas éligibles pour être nommé(e)s rapporteur(e)s cette année ;

**Rapporteur(e) général(e) sur la situation des défenseurs des droits de l'homme** : a nommé M. Raphaël Comte (Suisse, ADLE) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

**Pour avis :**

**La démocratie piratée ? Comment réagir ?** (Rapporteur pour la Commission des questions politiques et de la démocratie : M. Frithjof Schmidt, Allemagne, SOC) : a nommé M. Emanuelis Zingeris (Lituanie, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

**Pour rapport :**

**La déchéance de nationalité comme mesure de lutte contre le terrorisme : une approche compatible avec les droits de l'homme ?** (Rapporteuse : Mme Tineke Strik, Pays-Bas, SOC) : la rapporteure, ayant été désignée lors de son absence, a fait une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **Le mercredi 10 octobre 2018 à 14h00**, en ce qui concerne :
  - **Suivi du débat en procédure d'urgence sur « Les ressortissants ukrainiens détenus par la Fédération de Russie en tant que prisonniers politiques »** (Rapporteur : M. Emanuelis Zingeris, Lituanie, PPE/DC) : a examiné les suites données par les autorités russes à la résolution de l'Assemblée et a adopté une déclaration publique ;
  - **L'accès illimité des organes de suivi des droits de l'homme du Conseil de l'Europe et des Nations Unies aux États membres, y compris aux « zones grises »** (Rapporteur : M. Frank Schwabe, Allemagne, SOC) : a pris position sur six amendements au projet de résolution et sur un au projet de recommandation ;
  - **L'abolition de la peine de mort : 16<sup>ème</sup> Journée mondiale contre la peine de mort** (Rapporteur général sur l'abolition de la peine de mort) : M. Yves Cruchten, Luxembourg, SOC) : a tenu un échange de vue avec M. Valiantin Stefanovic, Directeur adjoint du Centre des droits de l'homme *Viasna*, Minsk, Bélarus ; a adopté une déclaration au nom de la commission ; a décidé de déclassifier la note introductive révisée du rapporteur sur *Abolition de la peine de mort dans les États membres et observateurs du Conseil de l'Europe, au Bélarus et dans les pays dont les parlements ont un statut coopératif - état des lieux* ;

- **Sous-commission des droits de l'homme** : a entendu un rapport de Mme Azadeh Rojhan Gustafsson (Suède, SOC), vice-présidente de la sous-commission, à propos de la réunion qui s'est tenue à Strasbourg mardi le 9 octobre 2018 et a approuvé la proposition de la sous-commission concernant la liste soumise par la délégation de l'Espagne pour transmission au Bureau ;
- **Assurer un meilleur suivi des recommandations du CPT: renforcer le rôle de l'Assemblée parlementaire et des parlements nationaux** (Rapporteur : M. Damir Arnaut, Bosnie-Herzégovine, PPE/DC) : a tenu une audition avec la participation de M. George Tugushi, expert du CPT, ancien Médiateur en Géorgie, membre du Parlement géorgien, Tbilissi, Géorgie et de Mme Barbara Bernath, Secrétaire générale, Association pour la prévention de la torture, Centre Jean-Jacques Gautier, Genève, Suisse ;
- **Le jeudi 11 octobre 2018 à 14h00**, en ce qui concerne :
  - **Accords négociés dans le cadre de procédures pénales : le besoin de normes minimales pour les systèmes de renonciation au procès** (Rapporteur : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC) : a pris position sur un amendement au projet de résolution ;
  - **Le crash de l'avion polonais TU-154 transportant la délégation polonaise, le 10 avril 2010 sur le territoire de la Fédération de Russie** (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a pris position sur deux amendements et un sous-amendement au projet de résolution ;
  - **Droits de l'homme et entreprises: quelles suites donner à la Recommandation CM/Rec(2016)3 du Comité des Ministres?** (Rapporteur : M. Elshad Hasanov, Azerbaïdjan, GDL) : a examiné une note introductive et a décidé de tenir une audition avec trois experts à une de ses prochaines réunions de commission, sous réserve de la disponibilité des fonds ;
  - **Améliorer la protection des lanceurs d'alerte partout en Europe** (Rapporteur : M. Sylvain Waserman, France, ADLE) : a examiné une note introductive et a décidé de tenir deux auditions lors de prochaines réunions de commission, sous réserve de la disponibilité des fonds, et d'envoyer un questionnaire aux délégations nationales par l'intermédiaire du Centre européen de recherche et de documentation parlementaire (CERDP) ;
  - **Débat thématique sur les questions d'actualité relatives aux droits de l'homme** : a tenu un échange de vues sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme avec M. Jan Kleijssen, Directeur, Société d'information – Lutte contre la criminalité, Coordinateur intelligence artificielle du Conseil de l'Europe ;
  - **Sous-commission sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme** : a examiné une proposition de créer une nouvelle sous-commission sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme en 2019 pour remplacer la sous-commission sur les problèmes criminels et la lutte contre le terrorisme et a décidé de revenir à ce sujet lors de la réunion le 13 décembre 2018 ;
  - **Élection du (de la) 3<sup>ème</sup> Vice-Président(e) de la commission** : a élu M. Emanuelis Zingeris (Lituanie, PPE/DC) ;
  - **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note des réponses du Comité des Ministres( [Doc. 14614](#), [Doc. 14616](#)) à la [Recommandation 2123 \(2018\)](#) de l'Assemblée sur « Renforcer la réglementation internationale interdisant le commerce des biens utilisés pour la torture et la peine de mort » et à la [Recommandation 2129 \(2018\)](#) de l'Assemblée sur « Déclaration de Copenhague : évaluation et suivi » ;
  - **Participation des membres à des conférences, réunions, séminaires, etc.** : a pris note des comptes rendus par les représentants relatifs aux événements auxquels ils ont participé :
    - 80<sup>ème</sup> réunion plénière du GRECO, 18-22 juin 2018 : M. Georgii Logvynskyi, Ukraine, PPE/DC (oral)
    - 56<sup>ème</sup> réunion plénière de MONEYVAL, 2-6 juillet 2018 : M. Titus Corlăţean, Roumanie, SOC (écrit)

A pris note des comptes rendus suivants par la Présidente :

- Réunion de l'OSCE sur la mise en œuvre de la dimension humaine - événement en marge de la réunion sur « Mettre fin au commerce de la torture : les possibilités d'engagement par l'OSCE » à Varsovie, Pologne, 12 septembre 2018
  - Alliance mondiale sur le commerce des marchandises utilisée pour la torture et la peine de mort, Réunion ministérielle, New York, États-Unis d'Amérique, 24 septembre 2018
- **Sous-commissions** : a accepté la demande de la délégation turque de remplacer M. Dişli par M. Ziya Altunyaldiz en tant que titulaire de la sous-commission des droits de l'homme (M. Mustafa Yeneroğlu restant suppléant) et que M. Ziya Altunyaldiz serait le suppléant de M. Mustafa Yeneroğlu dans la sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (en remplacement à nouveau de M. Dişli) ;
- **Questions diverses** :
- **L'évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement du Maroc** : a décidé de demander au Bureau d'être saisie pour avis sur le rapport précité de la Commission des questions politiques et de la démocratie (*Rapporteur: Bogdan Klich, Pologne, PPE/DC*) ;
  - **Conférence sur la lutte contre le terrorisme, 18 octobre 2018, Odessa, Ukraine** : a d'autorisé le Président de la Sous-commission des problèmes criminels et de la lutte contre le terrorisme, M. Georgii Logvynskyi (Ukraine, PPE/DC) à assister à la conférence précitée sans frais pour l'Assemblée parlementaire ;
  - **« Shrinking space for civil society and youth organisations: contemporary challenges and solutions? », 7 novembre 2018, à Strasbourg** : a autorisé le Rapporteur général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme à assister à la réunion consultative précitée sans frais pour l'Assemblée parlementaire ;
  - **Billet annuel 2019** : a pris note que le Chef de la délégation allemande a l'intention d'inviter la commission à Berlin, Allemagne, en novembre 2019 ;
- **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions :

*Commission plénière* :

- Paris, 13 décembre 2018 (Bureau du Conseil de l'Europe)
- Strasbourg, pendant la 1<sup>ère</sup> partie de session de l'Assemblée de 2019 (21-25 janvier 2019)
- Paris, 4 mars 2019 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Strasbourg, pendant la 2<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2019 (8-12 avril 2019)
- Paris, 21 mai 2019 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Strasbourg, pendant la 3<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2019 (24-28 juin 2019)
- Paris, 9 septembre 2019 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Strasbourg, pendant la 4<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2019 (30 septembre – 4 octobre 2019)
- Date et lieu en novembre 2019 à confirmer (sous réserve de réception d'une invitation formelle, de l'approbation par le Bureau et de la disponibilité des fonds)
- Paris, 10 décembre 2019 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna, Kelly Sipp

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

**La Sous-commission des droits de l'homme** (de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Strasbourg le 9 octobre 2018 à 09h45, sous la présidence de la Vice-Présidente, Mme Azadeh Rojhan Gustafsson, (Suède, SOC), en ce qui concerne :

- **Comité européen pour la prévention de la torture (CPT)** : a examiné la liste des candidats pour le CPT au titre de l'Espagne ; a décidé de recommander à la commission plénière qu'elle propose au Bureau d'approuver la liste de la délégation espagnole ;
- **Prochaine réunion** : pendant la partie de session de janvier 2019.

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna, Kelly Sipp

\*\*\*\*\*

**La Sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme** (de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Strasbourg le jeudi 11 octobre 2018 à 09h15, sous la présidence de Mme Eka Beselia (Géorgie, SOC), en ce qui concerne :

- **Les cas les plus pertinents de non-exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. La mise en œuvre des déclarations unilatérales et des règlements amiables** : a tenu une audition avec la participation de Mme Paola Tonarelli-Lacore, Chef de Division de la gestion des requêtes et méthodes de travail, Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, de M. Frederik Sundberg, Chef de Service a.i. de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, DG1, Conseil de l'Europe et de M. Rupert Skilbeck, Directeur, Redress, Londres, Royaume-Uni ;
- **Prochaine réunion** : pendant la partie de session de janvier 2019.

Günter Schirmer, Agnieszka Szklanna, Kelly Sipp

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire  
Directeurs et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire  
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée  
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie  
Secrétaire Général du Congrès  
Secrétaire du Comité des Ministres  
Directeurs Généraux  
Directrice du Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe  
Directrice du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme  
Directeur de la Communication  
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe